

Cérémonie des vœux du Député

Lundi 20 janvier 2020

Salle des Fêtes de Gravelle au Havre

Allocution de Jean-Paul LECOQ

**** ****

Mesdames et Messieurs les élus,

Madame la Sous-Préfète,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Secrétaires généraux, Directeurs, administrateurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'association,

Citoyens, citoyennes : Havrais, Gainnevillais, Harfleurais, Gonfrevillais et d'ailleurs,

Que de monde, que de richesses, que d'énergie, ici rassemblés ce soir...

Que de chaleur humaine, de convivialité, de fraternité, d'amitié aussi, de liens humains... rassemblés ici ce soir...

Et même si je me dis aussi, qu'il va falloir pousser les murs ou gagner d'autres horizons pour cette réception...

Je veux, je tiens, à vous remercier de tout mon cœur pour avoir répondu à notre invitation.

Avec ma suppléante Nathalie, et mon équipe parlementaire, Angéla, Simon et Sébastien, nous y sommes très sensibles.

Et, cette soirée annuelle, c'est aussi l'occasion pour moi et pour tous ceux d'entre vous, et ils sont nombreux, qui les côtoyez toute l'année, de les remercier pour leur engagement sans faille, précieux, exigeant et tellement enrichissant.

Merci à eux...

Merci à vous...

Merci à vous tous...

Merci à chacune et à chacun pour avoir fait ce petit bout de chemin vers Graville.

Graville, quartier de ville, quartier d'une ville qui comme tous les autres quartiers des villes, revendique sa propre identité, en même temps que son appartenance à un même ensemble.

Graville et ses commerces, ses bistrotts, ses artisans, ses entreprises, ses services publics, dont son bureau de poste, ses lieux de vie collective, ses écoles, ses équipements, ses associations, et même son journal.

Graville et ses habitants.

C'est ça la proximité : des femmes, des hommes, des enfants qui vivent une même réalité, autour de leur foyer ou de leur activité, de leur existence, de leurs projets.

Par leurs racines, par leurs parcours de vie, familiaux, amicaux, professionnels, ils viennent vivre ou exercer, momentanément ou plus durablement, sur un même quartier, dans une même commune.

Lorsque leur commune dépasse la taille d'un quartier, alors ils et elles commencent par se référer à leur quartier. Leur quartier de vie qui réunit des tranches de vie.

Et pas besoin de se lancer dans de grandes théories pour avoir compris pourquoi il en est ainsi.

Les femmes et les hommes, dès l'enfance, sont attirés les uns vers les autres, avec ce besoin de liens, ce besoin d'humain.

Et ces liens, comme l'humain, ont besoin de proximité à partager, de projets communs pour s'enrichir.

Ce n'est pas un hasard si la commune, expression par excellence de ce besoin de mettre en commun, les énergies et les vies, résiste contre vents et marrées, en tenant solidement sur ses pieds, forte du soutien d'estime de ses citoyens.

A une époque où l'on cherche à nous imposer de grandes intercommunalités et des méga Régions pour zapper, affaiblir les communes, il est bon de rappeler cet attachement des gens à leur quartier, à leur commune, à cette proximité.

Citoyen d'un quartier, cela n'empêche pas de se sentir citoyen d'une même commune, d'un même département, d'une même région, d'une même nation, d'un même continent, d'une même planète.

Bien au contraire. Mais tout commence toujours par la proximité. Par la commune, par ses quartiers, par l'Humain.

Aucune société ne vaut durablement sans cette proximité.

Comment s'étonner dès lors, quand certains voient dans la société qu'une somme d'individualités à mettre en compétition, qu'ils ne récoltent en retour que des oppositions, des fractions et des frictions.

La compétition c'est bien... dans le sport, le temps justement de la compétition.

Cela permet de se mesurer, de s'émanciper, de vivre et de partager des émotions.

Mais même pour les plus grands compétiteurs, arrive toujours le temps où la défaite vous appelle à l'humilité. Ou le poids de l'âge qui avance inéluctablement vous conduit à la cesser.

La compétition n'est jamais un état permanent ou une fin en soi. D'autant qu'à ce jeu ont fini toujours par trouver plus fort que soi.

Et puisque j'évoque le sport, un petit clin d'œil pour saluer le formidable parcours de l'ESMGO Foot en Coupe de France et en Coupe Gambardella.

Bravo pour ces beaux moments d'émotion et de communion, aux joueurs, à leurs entraîneurs, à leurs dirigeants et supporters.

Sans oublier les politiques publiques qui ont conduit à accompagner ce club, profondément ancré dans la formation et la vie de sa cité.

Notre agglomération est riche de ses clubs sportifs, de sa tradition d'accueil et de formation. Ils méritent tous d'être encouragés, d'être soutenus et pas seulement par des mots.

D'autant que chacun est porteur d'une ville et d'un quartier, de ces liens humains à préserver.

Il en va de ces clubs, de toutes associations, comme des collectivités, des services publics et même des entreprises.

Enfin cela devrait toujours être ainsi...

- Autant les coopérations pleinement partagées permettent d'avancer, de construire, parce que justement on apprend toujours les uns des autres.
- Autant leur appliquer des logiques de regroupements, de fusions forcées, en ne voyant dans les communautés humaines que des coûts à rogner et des profits à en tirer, cela finit toujours par éloigner.

Provoquant alors des injustices, des sentiments d'abandon, de relégation. Des frustrations et de la colère même, quand un être humain est dépossédé de ses droits, de ses facultés à agir, à peser, donc à exister en tant qu'être humain.

Au nom de la liberté de quelques uns à vouloir tout posséder, y compris la main mise sur le destin des autres.

Et au prétexte que le mérite et la réussite ne s'évalueraient que sur la base des richesses personnelles accumulées, les adeptes du Libéralisme ont tout simplement oublié que la liberté ne vaut que si elle est accessible.

L'accessibilité en opposition avec la privation. La privatisation.

Alors au nom de leur propre liberté payée par tous les autres, ceux qui organisent l'économie et la finance mondialisée, construisent des murs **prétendument infranchissables**.

Et ils trouvent naturellement sur leur chemin cette légitime aspiration des Hommes et des peuples à se rebeller pour les faire disparaître.

On n'enferme jamais impunément des femmes et des hommes dans des cases.

Le tri sélectif est nécessaire pour ce que nous produisons, il est dangereux lorsque l'on cherche à l'appliquer à toute une Nation.

Un homme, une femme et encore moins un enfant ne se résume jamais à un chiffre, à un ratio, à un coût.

Un être humain c'est la raison d'être d'une société et c'est un espoir pour l'humanité.

Malmené, pressuré, méprisé, exploité, il finira toujours par se rebeller parce que vivre ne consiste pas seulement à respirer.

C'est ainsi qu'après notamment plus de 30 ans de libéralisme mondialisé qui ne sert que les privilégiés, les citoyens, partout, aspirent et luttent pour une citoyenneté retrouvée.

La citoyenneté et la pleine jouissance de leurs droits les plus fondamentaux.

C'est vrai ici, comme à Paris, c'est vrai partout sur la Terre.

Partout les peuples se réveillent et entendent reprendre en main leur propre destin.

- Les gilets jaunes et les divers mouvements citoyens, les mouvements sociaux successifs dont celui contre le projet de régression de nos retraites, le plus important dans sa durée depuis 1968, en France.
- Les jeunes et le climat.
- Mais aussi partout à travers le monde, sous des formes des plus diverses.

Le 26 novembre à l'Assemblée, 10 jours avant le début du mouvement social actuel, j'ai interpellé le gouvernement sur ces soulèvements populaires dans le monde qui réclament la dignité, et rappellent qu'il faut s'attaquer réellement aux urgences exprimées.

J'en ai alors énuméré la liste qui s'allonge toujours plus au gré de l'actualité : Algérie, Argentine, Bolivie, Brésil, Catalogne, Chili, Colombie, Équateur, Éthiopie, France, Guinée, Haïti, Hong Kong, Irak, Iran, Liban, Soudan.

Sans oublier les peuples privés de leur droit à exister sur leurs propres terres en Palestine, au Sahara occidental, aux Comores, ou au Kurdistan, par des États violant impunément le droit international.

De Bagdad, à Port-au-Prince en passant par La Paz ou Paris, pour ces peuples, la répression qu'ils subissent ne fait que renforcer leur détermination.

Et pour les gouvernements contestés, le peu de temps ainsi gagné par le recours à la force, ne changera rien à la seule issue possible pour de justes revendications.

Une réforme ne peut être admise que si elle est comprise comme une avancée, et partagée comme un progrès.

Cette lame de fond citoyenne vient nous dire que l'humain et l'environnement sacrifiés au bénéfice des profits ou du maintien des pouvoirs en place, n'est plus acceptable, n'est plus tolérable.

Et de ce point de vue, l'Australie qui brûle aujourd'hui et l'Amazonie hier, nous le rappellent à leur manière : c'est là où la Planète a choisi de se rebeller elle aussi...

Depuis des mois, la colère s'exprime en France sur les ronds-points, dans les hôpitaux, les écoles, les tribunaux, sur les rails et dans les gares, dans les ports et en mer, ou dans des entreprises.

Cette colère monte, le pays est sous pression.

Ignorant, méprisant plutôt, c'est le bon mot, ce qui s'est exprimé durant ces mois sur nos ronds-points justement, ce Président, son Premier ministre et son gouvernement ont choisi ce moment pour engager un grand chambardement des retraites.

Un chamboule tout qui veut faire baisser les pensions, alors que les gens nous disent déjà qu'en fait, que tu aies travaillé toute ta vie ou pas, tu risques de finir dans la misère.

Un projet de réforme pour reporter les retraites plus loin avec des retraites plus faibles.

Notre pays traverse ainsi une crise sans précédent depuis le milieu du 20e siècle. Une crise aggravée par l'urgence à agir pour sauver les conditions d'existence de l'espèce humaine et de la biodiversité sur notre planète.

Or, plutôt que d'unifier la Nation pour inventer et mettre en œuvre des solutions concrètes pour répondre cette crise, plus la mandature Macron avance, plus la situation se dégrade.

- La France fait partie des pays les plus riches au monde et bat, chaque année, des records de richesses. Et pourtant, chaque année, elle bat aussi des records de pauvreté, de précarité et d'exclusion.

- Des emplois sont sacrifiés, même lorsqu'ils pourraient être au service de la transition industrielle et écologique comme chez nous à la centrale thermique du Havre ou à la cimenterie Lafarge.
- Nos services publics sont rationnés.
- Nos entreprises publiques sont démembrées à EDF, comme encore actuellement sous les coups du projet Hercule qui va privatiser la partie rentable et laisser à l'État les dettes et les activités non rentables.

Ou avec la Française des jeux désormais privatisée.

Ou encore pour Aéroport de Paris, sauf si nous parvenons tous ensemble à stopper cette privatisation grâce au Référendum d'Initiative Partagée que les députés de l'opposition ont initié.

- Se succèdent dans les rues et dans les luttes, tous les acteurs du monde hospitalier pour défendre nos hôpitaux et exiger des budgets adaptés pour soigner et accueillir dignement les patients, comme l'a récemment démontré la démission de plus d'un millier de médecins et de chefs de service hospitaliers...
- Les pompiers pour exiger un renforcement des effectifs et de leurs conditions d'exercice et de rémunération...
- Les policiers pareillement, aux prises avec une explosion des heures supplémentaires et une dégradation de leurs conditions d'exercice...
- Les agents des services fiscaux pour dénoncer une baisse des moyens, alors que la fraude fiscale atteint chaque année des sommets qui tutoient la centaine de milliards d'euros...
- Les salariés du privé et les agents du public unis contre une réforme des retraites qui n'a comme seuls buts de prolonger la durée des carrières et d'offrir aux assurances privées une part des cotisations de la Sécu...
- Les directeurs de nos écoles et les enseignants sont en souffrance...

- Et l'on peut aussi ajouter l'Université et les étudiants qui galèrent encore tant pour vivre que pour étudier !

Et pendant ce temps, le Président de la République, son Premier ministre et le Gouvernement nous parlent... immigration et religion, avec ou sans foulard.

Ou encore des supposés privilèges cheminots, agents EDF ou des cotisants au régiment des indépendants.

De l'inégalité prétendue issue des régimes spéciaux de retraite, alors que leur réforme en prépare 10 fois, 50 fois plus puisque vous cotiserez demain pour votre retraite en complément des caisses publiques actuelles.

Chez Axa, Paribas ou les clients de BlackRock, ce gestionnaire d'actifs et autres fonds de pension américains dont le PDG français a eu le droit à sa Légion d'honneur, il y aura bien plus de régimes de retraite qu'actuellement.

Ils n'ont honte de rien.

Plutôt que de rassembler, ils préfèrent ainsi diviser, espérant maintenir leur pouvoir et les retours sur investissements de leurs sponsors, en alimentant les extrêmes.

Diviser pour mieux régner, la méthode est connue. L'issue aussi : cela se termine toujours dans le mur justement.

À l'Assemblée, en circonscription, partout où mes missions parlementaires me conduisent, je cherche au contraire à tisser, avec d'autres élus et tant de citoyens engagés dans la vie économique, sociale, culturelle, associative, syndicale, un projet de société où l'humain doit reprendre toute sa place dans le respect de l'environnement.

- Pour des services publics, seuls capables de répondre aux besoins du quotidien de nos concitoyens, parce que dépollués de toute notion de rentabilité, et encore plus d'accroissement des profits pour certains grands groupes du secteur privé.

Dans la santé, dans l'accompagnement du handicap ou du vieillissement, dans l'éducation de la maternelle jusqu'à l'université, et dans la formation, toute la vie, dans la sécurité civile ou publique.

- Pour nos communes et leurs administrés afin qu'elles cessent d'être maltraitées parce que jugées trop dérangeantes, trop actives, trop innovantes, trop proches...

Enfin je veux dire pour certaines d'entre-elles en tout cas, parce que ce n'est pas vrai partout...

- Pour que cesse toute forme de discrimination dans une République où chacun est censé avoir les mêmes droits et bénéficier du même respect. C'est ça la France. Enfin elle devrait être ainsi.
- Pour que le travail et les bénéfices, les richesses qu'il produit soient justement répartis.
- Et pour relayer, pour l'amplifier, la voix de toutes celles et ceux qui ne veulent plus de cette société faite d'injustices et d'inégalités.

Pour en revenir à l'organisation de cette réception des vœux, j'ai bien noté ces derniers jours en recevant quelques autres invitations, qu'une certaine concurrence s'était organisée.

Vous en avez que plus de mérite d'être présents ici...

La concurrence ne me fait pas peur, elle aurait même plutôt tendance à me stimuler.

Même si, ce qui me fait avancer, ce qui me motive par-dessus tout, c'est l'aspiration à rassembler.

Celle-ci, elle est plus forte que tout.

Car que serions-nous les uns sans les autres ?

Les uns contre les autres, où alors comme le disait Guitry, tout contre, les uns tout contre les autres : pour se serrer les coudes, pour faire vivre les solidarités, la complémentarité, pour construire ensemble, pour inventer ensemble.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, l'espèce humaine et avec, à cause d'elle, tellement d'autres espèces vivantes, se trouve menacée dans son existence même, par ce qu'elle a elle-même construit.

C'est un défi d'humanité et un défi de survie auquel nous sommes tous confrontés. Et pour le coup, dans ce défi si nous n'avons pas tous la même couleur de peau, nous sommes tous citoyens du même ensemble.

Cette urgence écologique est évidemment contradictoire, c'est même rédhibitoire, avec la logique économique en vigueur, ici comme ailleurs. Avec cette logique de compétition permanente que j'évoquais tout à l'heure.

Le seul profit qui doit désormais nous mobiliser, c'est de continuer à pouvoir profiter, et sans plus en abuser, de la vie sur cette terre.

Notre avenir est clair : c'est l'Humanité !

Et que ceux qui ne voient dans la vie que leurs seuls profits, l'accumulation des richesses et le massacre de la planète, qu'ils soient rapidement et définitivement privés de leur propre cupidité.

C'est désormais un impératif de salut public, leurs excès menacent toute notre humanité.

Ayant confiance en l'Homme, ayant confiance dans notre jeunesse, ayant confiance dans le progrès, dans la recherche, je sais que nous saurons réagir, nous avons déjà réagi.

La transition est engagée et rien ne pourra l'arrêter.

- Les marches pour le climat, comme les innombrables actions citoyennes pour l'écologie...
- Les exemples concrets issus des formidables laboratoires d'idées de certaines de nos communes et collectivités, des organismes de recherche publique, des universités...
- Mais aussi des laboratoires de certaines de nos entreprises qui ont tout compris. Et cela ne fait que commencer.

La force des peuples, l'inventivité tirée des consciences qui s'éveillent ou se réveillent, vient chaque jour l'illustrer.

Mais évidemment que sur ce chemin, bien des freins sont à lever. Bien des écueils sont à éviter.

Une transition ce n'est pas une rupture et c'est encore moins une dictature.

Tout en veillant à son rythme vital, la graduation est nécessaire et cela passe par des étapes intermédiaires.

Des étapes travaillées collectivement puisque le collectif demeure le cadre indispensable à la compréhension et à l'acceptation.

Méconnaître ce processus partagé, c'est à coup sûr se planter et nous planter tous.

Si l'urgence écologique figure au premier rang des priorités à assigner à toutes les politiques publiques et impose de réussir la transition écologique et industrielle de notre territoire, celle-ci ne peut se construire sans la participation active de l'ensemble des acteurs concernés.

Et notamment des 32.000 familles qui, sur notre agglomération, vivent directement des activités de notre zone industrielle et portuaire.

Accompagner la décarbonisation de l'économie, de l'énergie, réduire constamment notre empreinte écologique nécessite une pleine mobilisation et une adhésion de tous, à travers, l'organisation d'États Généraux Locaux de la transition écologique et industrielle où tous les enjeux pourront être mis sur la table.

Des États généraux publics où chacune et chacun pourra contribuer concrètement à cette transition : Industriels, artisans, services de l'État, collectivités locales, associations, syndicats, chercheurs et les habitants !

À l'heure de l'urgence démocratique, il serait de la plus grande pertinence que la population soit pleinement associée à son devenir.

Il y a aussi une urgence éducative dans ce domaine avec un déploiement de nos ressources humaines sans précédent.

Un impératif social et démocratique totalement absent du « pacte » qu'est venue signer lundi dernier la secrétaire d'État Emmanuelle Wargon.

Car ce « pacte » n'est pas un pacte de transition planifiant de manière concertée la manière d'y parvenir, doté des prévisions budgétaires qu'il induit notamment de la part de l'État.

Ce « pacte » se limite à un pacte de communication, destiné à servir à la veille des élections, et cherchant à faire accepter la fermeture de la centrale thermique du Havre et la mise en place d'un plan social.

C'est avec ce genre de méthode déconnectée des gens que l'on renforce la coupure entre les élites et les citoyens.

Le sujet, ô combien sérieux, vital même de la transition industrielle et écologique mérite bien mieux que cette tambouille !

Sur un tel sujet, nous devons faire preuve d'une rigueur sans faille, l'ensemble des acteurs locaux doit pouvoir participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette transition.

C'est ainsi sur notre territoire, que nous avons toujours pratiqué.

Au-delà des clivages politiques et pour autant, sans compromission : Chacun dans son rôle.

Une tradition locale et des savoir-faire mis en commun pour créer une économie circulaire et des outils qui sont déjà au service de cette transition. Ne faisant pas croire à travers ce pacte que nous ne partons de rien. C'est faux. À bien des égards nous sommes des précurseurs dans ce domaine.

L'objectif de la transition est bon, mais la méthode que l'on cherche à nous imposer est mauvaise. Alors, gardons l'objectif et refusons cette manière de faire.

Pour construire la transition écologique et industrielle du Havre : nous sommes toutes et tous concernés !

Cette transition est notre chance. Et si nul ne peut et ne doit désormais contester la réalité de la situation et des dangers que j'évoquais à l'instant, la question de l'emploi demeure indissociable.

Notre tissu économique va évoluer, il a déjà commencé à évoluer. Et des emplois vont également évoluer. D'autres vont être créés.

Je sais, j'ai conscience, que la situation économique s'est tendue en raison des conséquences des mouvements sociaux notamment.

Et j'espère bien que celles et ceux qui ont alerté sur ces conséquences, en ont fait part également à Matignon à qui incombe la responsabilité de cette situation.

En tout cas, personne ne peut s'en réjouir et encore moins celles et ceux qui font le sacrifice d'une partie de leur rémunération pour agir et peser en faveur du progrès pour tous.

Je viens d'écrire au Premier Ministre pour lui dire : maintenant ça suffit. Retirez votre projet.

Mais là encore, ne nous laissons pas entrainer dans les clivages faciles, pas plus que dans le catastrophisme.

L'activité économique repose sur l'implication de tous ses acteurs. De l'ouvrier au chef d'entreprise. Encore faut-il que tout le monde puisse s'y retrouver sinon du déséquilibre naissent fatalement les tensions.

En voyant les petits sourires sur certains visages ici, dans les premiers rangs notamment, je sais bien que certains attendent de savoir où je veux en venir... Ou plutôt comment je vais parvenir à y venir ?

Eh bien non, raté. Je ne vous parlerai pas ce soir des élections, du Havre, de la Communauté d'agglomération ou d'autres sujets qui relèvent des prochaines élections parce que... enfin vous savez toutes et tous ici pourquoi.

Et je pousserai même le principe de précaution en n'énumérant pas le contenu de mon année parlementaire.

Le compte rendu de mon mandat étant tenu et disponible, je m'y étais engagé, sur mon site Internet, ma page Facebook et à travers la publication de ma Lettre du Député dont le dernier numéro semestriel vient d'être édité.

Peu m'importe si d'autres ne pratiquent pas ainsi de la sorte, moi j'y tiens et je m'y tiens.

L'exercice de mes fonctions parlementaires étant indissociable de ce que je puise et construit en circonscription comme à Paris, c'est ma conception d'élus de la République.

Élu de la Nation et élu de proximité. Expert de rien, au service de tous les acteurs de notre territoire dès lors qu'il s'agit de servir notre territoire et ses habitants.

Mais à défaut de vous parler de tout cela, il y a bien d'autres occasions pour cela.

Je vais vous parler de Joséphine.

Joséphine Pencalet. Ouvrière française et bretonne, née le 18 août 1886 et décédée le 13 juillet 1972.

Militante syndicale, Joséphine a lutté toute sa vie pour améliorer les droits et les conditions d'existence de ses concitoyens et en particulier de ses concitoyennes. En 1924, elle est en première ligne des grèves qui secouent les Sardinères à Douarnenez.

Raison plus que suffisante pour que le Parti Communiste Français la sollicite, avec d'autres femmes à travers le pays, pour intégrer les listes qu'il va porter lors des élections municipales de mai 1925.

Il se passe toujours des choses intéressantes en France les mois de mai. Il peut s'en passer aussi les autres mois de l'année, en particulier en mars, mais n'empêche les jolis mois de mai, en France, ça compte...

Et Joséphine se retrouve élue grâce à 1.283 voix malgré l'interdiction pour les femmes à l'époque d'être électrices et encore moins éligible.

Faisant fi de cette interdiction légale, les citoyens de Douarnenez l'ont décidé autrement.

Le Préfet annule son élection et 6 mois après le début de son mandat, le Conseil d'État confirme l'invalidité de son mandat, au seul motif qu'elle est une femme.

Les députés votèrent en faveur du suffrage municipal féminin en 1925, mais cela n'ira pas plus loin notamment en raison du blocage du Parti radical. Et il faudra attendre la Libération et ses avancées sociales et sociétales pour que les femmes obtiennent enfin le droit de vote.

D'abord par ordonnance le 21 avril 1944, après un amendement du communiste Fernand Grenier du Comité français de la Libération nationale, signée par Charles de Gaulle depuis Alger.

Et sera utilisé pour la première fois lors des élections municipales du 29 avril 1945.

Pourquoi je vous raconte cette histoire ? Parce que vous vous doutez bien que ce n'est pas pour meubler.

J'ai tenu à vous l'évoquer parce qu'en préparant cette soirée, j'ai pu relire tout ce qui se disait à cette époque sur le droit de vote des femmes, sur les femmes d'ailleurs en général.

Mais aussi sur les immigrés d'alors et même sur les communistes. Sur les juifs, les homosexuels aussi.

Et je me suis dit qu'il n'y a jamais de honte à avoir, et au contraire beaucoup de fierté, en voulant être en avance sur son temps, à vouloir contester la pensée prétendument unique, à vouloir se mobiliser contre l'ordre établi.

Dès lors que c'est pour servir l'être humain, le droit, les droits des êtres humains, seul le progrès pour tous doit pouvoir vous guider.

Et comme chacun sait, un progrès ne vaut que s'il est pleinement partagé.

Mais l'histoire de Joséphine me permet de rappeler aussi combien nous avons encore du chemin à faire pour qu'une femme, dans notre société, puisse pleinement bénéficier des mêmes droits, des mêmes considérations et des mêmes rémunérations que ses semblables au masculin.

L'égalité femme-homme, ça fait partie pour moi, comme les droits de l'enfant, comme la lutte contre les violences, toutes les formes de violence faite aux femmes et violences intra-familiales d'un combat et d'une mobilisation incessante.

Et mes pensées, mais pas que, vont à toutes les victimes de ces agissements, de ces violences, de ces discriminations.

Comme je ne peux pas développer sur ce que je vais ou compte faire concernant ce fléau, Joséphine m'aura permis tout de même d'en parler. Je suis certain qu'elle aurait apprécié.

Me voici tranquillement arrivé au terme de cette allocution pour vous parler de la paix.

Notre planète est menacée par l'écologie, mais aussi par les guerres et leurs conséquences toutes aussi désastreuses pour l'environnement et les humains.

Et tous nos efforts pour répondre à cette urgence écologique, pour solutionner nos crises sociales et nos exigences démocratiques ne valent que dans un monde en Paix, à l'abri de l'apocalypse nucléaire.

Or dès lors qu'un seul pays s'est arrogé le droit de posséder l'arme nucléaire, comment peut-il penser en exclure durablement les autres, surtout en notre époque de progression fulgurante de la technologie.

Comment peut-il penser que tôt ou tard, la menace nucléaire ne viendrait pas semer sa désolation ?

Vous en connaissez beaucoup des armes conçues pour ne jamais servir ?

Éradiquer cet arsenal nucléaire d'un autre âge est une priorité absolue.

Un arsenal qui au passage dans un pays comme le nôtre prive le budget de la Nation de plus de 14 millions d'euros par jour, 6 milliards par an. Sans qu'un François ne soit plus en sécurité qu'un Allemand, qu'un Belge ou qu'un Suédois.

Qui peut encore croire, à part les mégalos et les lobbies de l'armement, que l'arme nucléaire assure la sécurité, à l'époque où la menace est celle de la cybersécurité et des terroristes qui frappent avec des cutters ou des camions ?

C'est le sens de mon engagement pour le désarmement et du travail que j'ai mené dans mon rapport parlementaire sur le traité de non-prolifération nucléaire.

Avec notamment l'association « Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire », je me suis engagé à faire connaître et à convaincre mes collègues d'organiser un référendum d'initiative partagée sur cette question, car il faut en débattre.

Ce n'est pas un sujet tabou ou un sujet d'experts. C'est l'affaire de tous.

Enfin, la paix, le devoir de paix qui s'impose à l'humanité c'est aussi notre meilleure arme, sans jeu de mots, contre le terrorisme et la montée des extrémismes qui se nourrissent des divisions des Nations, des injustices et des ingérences étrangères.

Impliqué volontaire, notamment à travers mon mandat à la Commission des affaires étrangères, je multiplie les interventions et les initiatives dans ce sens.

- Pour la Paix au Mali pour lutter avec les peuples menacés par la folie terroriste comme dans toute la zone du Sahel et du Sahara.
- Pour soutenir les processus démocratiques au Togo, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Libye et en finir avec cette Françafrique qui cause des ravages et qui s'étonne que, par milliers, les migrants fuient par la Méditerranée.
- À Mayotte où le colonialisme français est toujours d'actualité alors que nous occupons un territoire Comorien.
- Et pour aider les peuples opprimés, je sais je l'ai déjà dit, mais je vais le redire quand même, en Palestine, au Kurdistan et au Sahara occidental.

Et tout ceci nous ramène, mais je ne l'ai pas franchement quitté, à la notion d'impérieuse Humanité.

Quant « à tout ce que je n'ai pas pu vous dire... », ce n'est pas à Cabrel que je vais faire appel pour vous le résumer...

Tout ce que je n'ai pas pu vous dire ce soir, mais la soirée n'est pas terminée, je vais vous l'offrir en condensé à travers ces mots et pensées de Louis Aragon.

Lui aussi je sais qu'il ne m'en voudrait pas d'avoir fait appel à lui :

« Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat,

Fou qui songe à ses querelles

Au cœur d'un commun combat ! ».

Bonne année à toutes et à tous !

Un grand merci à vous toutes et à vous tous,

Et merci à celles et à ceux qui ont préparé cette soirée.

Grande et belle année !